



Cellule cours d'eau
Stéphane VAN QUICKELBERGHE – Chef de division technique
Didier DECLERCQ – Chef de Bureau Technique
Julien LECOMTE – Chef de Bureau technique
Rue Saint-Antoine 1 – 7021 HAVRE
Secrétariat : Tél. : 065/87.97.26
Courriel : hit.coursdeau@hainaut.be

SPW-Département Aménagement
Du Territoire et de l'Urbanisme
Direction du développement territorial
Madame la Directrice générale
Rue des Brigades d'Irlande 1

5100 JAMBES

Vos réf.: DATU/DDT/AF/MD/TB/JCJ/D5000/BdH
Nos réf.: 110/2021/000338
Le 04 mai 2021

Madame la Directrice générale,

Concerne: **Cours d'eau – Permis d'urbanisme.**

En réponse à votre demande du 10 février 2021, reçue le 15 février 2021, j'ai l'honneur de vous adresser l'avis de Hainaut Ingénierie Technique :

LA PROVINCE DE HAINAUT
HAINAUT INGÉNIERIE TECHNIQUE

Vu la demande par laquelle la société sa Elia Asset représentée par Monsieur Christian Kerremans, sollicite un permis d'urbanisme en vue d'obtenir l'autorisation de reconstruire un nouveau tronçon et démolir une partie de la ligne électrique aérienne existante 70/150kV entre Harchies et le poste de haute tension de Quevaucamps ;

Vu les articles D.IV.35 et D.IV.36 du CoDT ;

Vu le Décret du 4 octobre 2018 modifiant divers textes en ce qui concerne les cours d'eau (Moniteur belge du 05/12/2018) ;

Vu l'Arrêté Royal du 5 août 1970 portant règlement général de police des cours d'eau non navigables ;

Vu le Code de l'Eau ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 portant diverses mesures d'application relatives aux établissements d'hébergement touristique, aux terrains de caravanage et à l'organisation du tourisme ;

Vu la circulaire du 9 janvier 2003 relative à la délivrance de permis dans les zones exposées à des inondations et à la lutte contre l'imperméabilisation des espaces ;

Attendu que l'objet de la demande se situe partiellement en zones d'aléas d'inondation très faible, faible, moyen et élevé par débordement de cours d'eau et par ruissellement en vertu de la cartographie de l'aléa d'inondation de l'Escaut-Lys, de la Dendre, de la Senne et de la Sambre approuvée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2021 ;

Considérant que la demande prévoit à terme la pose d'une ligne électrique à très haute tension à proximité immédiate ou au droit d'une trentaine de cours d'eau classés en 2^{ème} catégorie dont la Province de Hainaut est gestionnaire, et en 3^{ème} catégorie, dont les Communes concernées sont gestionnaires, repris à l'Atlas des cours d'eau non navigables des entités. La liste des cours d'eau classés en 2^{ème} et en 3^{ème} catégorie et concernés par la demande est jointe à la présente. De nombreux cours d'eau non classés, gérés par les propriétaires-riverains et les waterings, sont également traversés par le projet ;

Considérant que Hainaut Ingénierie Technique remet un avis comme conseiller technique des Communes concernées dans le cas des cours d'eau non navigables de 3^{ème} catégorie traversés par l'objet de la demande ;

Considérant le dossier joint à la demande;

Emet un avis défavorable pour le motif suivant:

- Implantation du projet: Le projet cumule **30 traversées** de cours d'eau classés en 2^{ème} et en 3^{ème} catégorie dont respectivement la Province de Hainaut et les Communes concernées sont gestionnaires. Ces traversées **impacteront les cours d'eau concernés tant en termes d'accessibilité, d'entretien, mais aussi de modification de la faune et de la flore**. Or, aucune information technique sur l'aménagement de ces traversées n'est fournie et ne détaille l'aspect environnemental. Hainaut ingénierie Technique ne peut dès lors émettre un avis sur l'impact de celles-ci sur le cours d'eau et s'interroge notamment sur les éléments suivants :
 - L'éventuelle restriction des accès au cours d'eau pour ses entretiens suite à la nécessité notamment de recourir à des grues et autres engins lourds de chantiers au droit du tracé. Le dossier fourni ne mentionne pas les contraintes/restrictions éventuelles ni les risques rencontrés en cas d'entretien au droit du projet ;
 - L'implantation des installations techniques (pylônes, bâtiments techniques éventuels, etc.) pour lesquels aucune précision n'est apportée quant à la distanciation de ces équipements par rapport aux cours d'eau. Or un recul minimal sera imposé par rapport au cours d'eau, recul dont la distance sera fonction des besoins des gestionnaires des cours d'eau concernés et du risque identifié suite aux infrastructures mises en place par le demandeur ;
 - Quel est l'impact sur la faune et la flore des cours d'eau traversés? La mise en œuvre du projet implique notamment :
 - La mise à blanc de la ripisylve ligneuse suite à la mise en place d'un « corridor de sécurité » qui est appliqué au long du tracé mais le dossier fourni ne mentionne pas plus de détails.
 - La création d'un champ magnétique et son influence sur la flore et la faune liées aux cours d'eau traversés. Le dossier fourni mentionne être sous le seuil européen mais ne renseigne pas quels sont les effets possibles sur le biotope du cours d'eau.
 - Les travaux de mise de construction du projet auront un impact sur le cours d'eau, que ce soit par l'aménagement d'une liaison aérienne ou souterraine. Le dossier fourni ne détaille pas l'impact de ces travaux au droit du cours d'eau (pose des câbles, passage par forage dirigé sous les cours d'eau ou simple excavation, etc.)

Nous tenons à rappeler les éléments suivants :

- Toute traversée d'un cours d'eau de 2^{ème} catégorie ou de 3^{ème} catégorie nécessite une autorisation préalable respectivement du Collège provincial ou du Collège communal, conformément à l'Art. D.40 du Code de l'Eau. Cette autorisation fait l'objet d'une procédure administrative distincte de la demande de permis. Cette autorisation contiendra des conditions telles que la distance minimale entre les infrastructures et le cours d'eau, ou encore la profondeur minimale d'enfouissement par rapport au plafond du cours d'eau;
- Les travaux de construction ne pourront en aucun cas nuire au bon écoulement des eaux des cours d'eau concernés. Le demandeur sera tenu responsable des dégradations éventuelles occasionnées suite aux travaux aux berges, ainsi qu'aux éventuels ouvrages liés au cours d'eau, et interviendra seul à ses frais à la remise en état des lieux. Aucun dépôt ne peut être effectué au sein des zones d'aléas d'inondation faible, moyen et élevé par débordement (Art. D.408 du Code de l'Eau).

- Collecte/Rejet(s) d'eaux :

- Le projet est susceptible de générer des rejets d'eaux dans les cours d'eau concernés par l'aménagement d'équipements liés au projet (bâtiments techniques, voiries d'accès,...). S'il y a imperméabilisation de surfaces, nous recommandons que les eaux collectées affichent un débit maximal limité à 5 L/s/ha en cas d'aménagement d'un rejet dans un cours d'eau de 2^{ème} ou de 3^{ème} catégorie. La qualité des eaux rejetées devra être conforme aux normes en vigueur imposées en Wallonie. Pour rappel, conformément à l'Art. D.40 du Code de l'Eau, tout aménagement d'un rejet d'eau nécessite une autorisation préalable du Collège provincial et du Collège communal pour les cours d'eau classés respectivement en 2^{ème} catégorie ou en 3^{ème} catégorie ;
- Dans le cadre d'une logique de développement durable, et en vue de restreindre les risques significatifs de débordement sur les cours d'eau situés en aval, nous encourageons et suggérons de mettre en œuvre toute technique visant à réutiliser, infiltrer ou réguler les eaux pluviales collectées par la mise en œuvre d'un projet. Ce tamponnement peut être réalisé, selon la topographie et la nature du sol, par des techniques qui privilégient l'infiltration (noues engazonnées, fossés d'infiltration, puits ou tranchées d'infiltration, dalles gazon, limitation des zones imperméabilisées, etc.) ou, à défaut, par des bassins de stockage, des citernes avec trop-plein décalé (citernes d'eau de pluie comprenant un volume tampon permettant de recueillir un débit important en cas d'orage intense), des toitures stockantes,...

Dans ce cadre, il est constaté qu'aucune de ces mesures n'est mentionnée dans le dossier communiqué. Au vu de ces éléments, **il est donc recommandé qu'au minimum le projet soit équipé de :**

- Un dispositif d'infiltration ou de rétention (bassin de rétention, noue, citerne,...) pour l'ensemble des eaux pluviales collectées par les superficies imperméables projetées et dimensionnée(s) de manière à rencontrer le débit de fuite limité cité ci-avant ;
- Un revêtement perméable ou semi-perméable aux eaux de ruissellement dans le cadre de l'aménagement des abords et accès aux infrastructures techniques projetées.

- Aléa(s) d'inondation par débordement : Le dossier fourni ne précise pas la considération des **zones d'aléa d'inondation par débordement et l'impact du projet sur celles-ci en termes notamment de capacité inondable**. Il convient par ailleurs de préciser les éléments suivants :
 - Vu le **risque de débordement naturel** des cours d'eau au droit de l'objet de la demande, le demandeur doit prendre les dispositions qui s'imposent en vue de palier à tout dégât lié aux inondations et en assumer seul les coûts. En aucun cas, la Province de Hainaut, gestionnaire des cours d'eau de 2^{ème} catégorie, et les Communes concernées, gestionnaires des cours d'eau de 3^{ème} catégorie, ne pourront être tenues responsables des éventuels dégâts liés aux potentielles inondations au droit des installations techniques projetées ;
 - Se référant aux **recommandations émanant du Groupe transversal Inondations** :
 - Surélévation : Il est recommandé que toute installation fixe soit surélevée de minimum 30 cm, 80 cm et 1,30 m par rapport à la cote la plus élevée du terrain naturel, au droit de sa zone d'implantation localisée en aléa d'inondation respectivement faible, moyen et élevé. Dans le cas de pylônes, cette considération est obsolète (sauf équipement complémentaire à leur base), contrairement à des éventuels équipements connexes (bâtiments techniques, etc.). ;
 - Il est interdit sur les zones concernées par l'aléa d'inondation par débordement de :
 - Modifier le relief naturel du sol, ce que ne renseignent pas les documents fournis. Il est à noter que des remblais au sein de la zone d'aléa d'inondation sont cependant envisageables à condition que ceux-ci soient compensés par des déblais similaires au sein de la zone d'aléa d'inondation concernée affichant ainsi un bilan nul. Ces déblais devront être aménagés en pente douce de manière à ce que les eaux puissent regagner le cours d'eau lors de la décrue ;
 - Placer une citerne à combustible enfouie ;
 - Construire des locaux sous le rez-de-chaussée ;
 - Entreposer des produits dangereux et polluants tels que des engrais et des pesticides ;
- Aléa(s) d'inondation par ruissellement : Une partie du projet traverse des **zones d'aléas d'inondation par ruissellement**. Hainaut Ingénierie Technique n'est pas compétent pour remettre un avis sur ce type d'aléa. Je vous invite à prendre contact pour cela avec la Cellule GISER du SPW (Avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes).

Enfin, Hainaut Ingénierie Technique souhaite pouvoir disposer d'une analyse comparative des différentes techniques qui peuvent être envisagées (pylônes classiques, pylônes compacts, ligne souterraine,...), analyse ciblée sur les impacts de ces différentes techniques sur les cours d'eau traversés. En effet Hainaut Ingénierie technique ne dispose pas des informations nécessaires pour pouvoir confirmer ou non si le demandeur a opté pour la proposition qui aurait le moins d'impacts sur les cours d'eau d'un point de vue environnemental et du point de vue de leur entretien.

Enfin, j'attire votre attention sur le point suivant faisant partie intégrante du présent avis :

- ☒ L'avis émis et les conditions éventuellement fixées (cotes de niveau fonctionnel,...) ne garantissent pas le demandeur contre tout risque d'inondation;

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice générale, l'assurance de mes salutations distinguées.

L'Inspecteur général,



Ing. F. PERSONNE

N.B. : la valeur de l'aléa d'inondation est issue de la combinaison des valeurs de récurrence et de submersion, est :

- Élevée pour une récurrence inférieure à 25 ans ou une occurrence fréquente ET une submersion supérieure ou égale à 0,30m ;
- Moyenne :
 - Pour une récurrence inférieure à 25 ans ou une occurrence fréquente ET une submersion inférieure à 0,30m ;
 - Pour une récurrence comprise entre 25 et 50 ans ou une occurrence occasionnelle, quelle que soit la submersion ;
 - Pour une récurrence supérieure à 50ans ou une occurrence rare ET une submersion de plus de 1m30 ;
- Faible : pour une récurrence supérieure à 50 ans ou une occurrence rare ET une submersion inférieure à 1,30m.